



HAL
open science

Compte rendu

Anemona Constantin

► **To cite this version:**

| Anemona Constantin. Compte rendu. Politix, 2011, 3 (95), pp.247 - 249. hal-03569590

HAL Id: hal-03569590

<https://sciencespo.hal.science/hal-03569590>

Submitted on 13 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Ragaru (Nadège), CAPELLE-POGACEAN (Antonela), dir.,
Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est,
 Paris, Karthala, 2010, 464 p.**

Par Anemona CONSTANTIN

ISP – Université Paris Ouest

Divisé en trois parties : « Un régime socialiste de consommation », « Le pouvoir consomm(é)/er : au cœur de la gouvernementalité socialiste », « Vie sociale des biens, histoire sociale des consommateurs : des temporalités redéployées », cet ouvrage collectif propose une investigation minutieuse de la vie quotidienne dans les ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est sous l'angle de la consommation. Se déclinant en plusieurs registres en fonction du type de biens (matériels ou culturels) recherchés, l'analyse de la consommation vise à critiquer les hypothèses habituelles voyant dans l'échec du communisme une défaite de l'Est devant l'Ouest (p. 14) et une défaite de l'économie de « pénurie » devant l'économie de marché. Si 1989 représente bien le théâtre d'évolutions multiples, ni l'érosion de l'idéologie, ni la pénurie ne sauraient à elles seules en rendre compte directement et pleinement. Plutôt que d'établir un lien causal entre consommation et allégerance politique, les contributeurs procèdent à une analyse fine des mécanismes et des rouages responsables de la longévité des régimes communistes. Complexes, les ressorts de l'adhésion le sont d'autant plus qu'« à un moment donné, ils peuvent coexister chez un même individu avec des éléments de rejet » (p. 20). L'effondrement du communisme gagne ainsi à être examiné à partir de conjonctions de facteurs et de temporalités irréductibles à la répression des années 1950 ou à la pénurie des années 1980. Rendu possible par des temporalités fragmentées et hétérogènes, l'épuisement des régimes ne se superpose pas parfaitement à la périodisation en trois phases (stalini- sation 1950, relative libéralisation 1970, pénurie 1980) retenue par l'histoire politique classique. D'autres scansionnements doivent être trouvés pour comprendre leur chute.

Comme souligné dans la riche introduction de Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogacean, l'intérêt porté à la consommation constitue une entrée parmi bien d'autres pour tenter de relever l'un des défis les plus excitants des sciences sociales, à savoir leur capacité à reconstituer le passé récent. Si cette « recherche du temps perdu » ne peut se faire sans tenir compte de la subjectivité des acteurs sociaux ni faire l'économie d'une reconstitution fine des trajectoires biographiques et des sensibilités qui les sous-tendent, elle devra en revanche composer avec les injonctions d'un présent qui filtre le passé à travers ses propres impensés (p. 8). Car mémoire officielle et enjeux politiques contemporains, luttes d'interprétation entre disciplines académiques concurrentes, s'entremêlent comme autant d'obstacles épistémologiques à l'intelligence de ce que furent les sociétés de l'Europe de l'Est à l'époque communiste. Comment dès lors, s'interrogent les deux auteures, arriver à capter le passé sans pour autant céder soit aux facilités d'une perspective rétrospective prenant la distance temporelle qui nous en sépare pour la réalité sociale qu'on cherche à saisir, soit au réductionnisme d'une posture ethnocentrique qui fige un Occident réifié en étalon des désirabilités est-européennes ? La tâche s'avère d'autant plus difficile que l'examen attentif de la littérature consacrée au sujet n'a pas toujours su se soustraire aux aléas d'une lecture misérabiliste, voire moralisatrice du communisme. Traversées de présupposés normatifs, certaines recherches sur l'Est ont souvent succombé aux aspects « exotiques » de ces sociétés, sans s'apercevoir que cette étrangeté venait d'abord du regard porté sur celles-ci. Cette mise en garde revigorante de N. Ragaru et d'A. Capelle-Pogacean, respectivement spécialistes de la Bulgarie et de la Roumanie, contre les points aveu-

gles des analyses antérieures sur la consommation à l'Est, confère à l'introduction une portée théorique incontestable. En réinterrogeant les catégories cognitives récurrentes dans ces travaux, elles mettent en évidence des « aspérités » méthodologiques devenues visibles à la lumière de l'histoire sociale. Leur prise de position critique n'a pourtant pas pour vocation de marquer une opposition par rapport à des branches scientifiques qui, comme la soviétologie dans les années 1980 ou la transitologie une décennie plus tard, ont émergé autour de la préoccupation pour les systèmes soviétiques. Elle s'apparente au contraire à une volonté de « pacifier » ce champ de recherche par un dépassement des dichotomies conceptuelles qui le structurent. Fonctionnant pour la plupart comme des alibis théoriques destinés à justifier des concurrences au sein de la profession, ces dichotomies se révèlent fréquemment stériles sous leur rapport heuristique. Un cas exemplaire est celui de l'opposition entre les tenants de la perspective totalitaire, qui mettent l'accent sur la dimension étatique de la répression pendant les années 1950 et les approches révisionnistes qui s'intéressent particulièrement aux pratiques quotidiennes des citoyens « ordinaires », notamment dans la période suivante, à partir des années 1970 (p. 9). C'est l'un des mérites des recherches réunies ici que de faire apparaître à la place d'un pouvoir étatique absolu, cher aux adeptes du paradigme totalitaire, les déconvenues et la diversité des actions déployées par les États communistes. Dosées différemment en fonction des contraintes économicopolitiques pesant sur elles, des catégories socioprofessionnelles visées ou des moyens logistiques disponibles, les « corrections » administrées par les détenteurs du pouvoir sont chargées d'un potentiel répressif variable selon les époques et les pays. L'attention portée aux subtilités de la domination dans les ex-pays communistes ne conduit donc nullement à privilégier l'absolutisme du pouvoir d'État au détriment des marges des manœuvres citoyennes, ni à se focaliser sur ces dernières. Elle permet principalement de nuancer l'analyse d'une domination qualifiée de « simple », fondée uniquement sur l'oppression, et qui occulterait tout ce que la pérennité de ces régimes devait à un type de domination, qu'à l'instar de Luc Boltanski, on peut appeler « complexe » (*Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008, p. 149-155) : dans ce phénomène, répression et indulgence à l'égard de certaines actions transgressives représentent les deux facettes d'un même phénomène (p. 37).

Ainsi, en analysant les transformations survenues dans la gestion par les autorités soviétiques de l'offre illicite de biens en URSS entre 1965 et 1985, l'étude de Gilles Favarel-Garrigues pointe les vulnérabilités et les dysfonctionnements du régime. Mais, loin de les présenter comme des exceptions insignifiantes, les illégalismes et les dé(s)ordres sont traités ici comme des parties constitutives du système. Partagée par l'ensemble des auteurs, cette perspective rompt avec le postulat d'un pouvoir communiste univoque, fait de discours officiels et de pratiques orthodoxes, pour intégrer dans l'analyse l'espace de jeu de règles, de marges de manœuvre et de bricolages imaginés pour les besoins de consommation insatisfaits. De manière tacite ou par incapacité à les combattre, ces pratiques étaient d'ailleurs tolérées, ce qui relativise le poids d'une répression qu'on disait « totale » et la vision d'un État tout-puissant. La même démarche intégratrice appliquée à l'univers des rapports à la mode dans l'URSS de Khrouchtchev laisse entrevoir, dans le chapitre signé par Larissa Zakharova, la pluralité des stratégies de distinction sociale grâce auxquelles les femmes déjouaient la pénurie vestimentaire, ce qui introduit une brèche dans le mythe de l'égalitarisme et de l'uniformité socialistes. D'autres études, comme celle qui examine les rapports au théâtre dans la Roumanie socialiste (produite par A. Capelle-Pogacean), mettent en exergue la transformation des critères de jugement artistique qui accompagne la mobilité sociale sous le communisme. En dépassant l'opposition État/société, les recherches qui composent la dernière partie de l'ouvrage étayent la façon dont ces régimes ont travaillé les manières de voir

et d'être, façonnant à travers des appropriations, des acculturations et des hybridations multiples les goûts et les dégoûts esthétiques des citoyens, si bien qu'il devient impossible d'y distinguer entre les effets produits par l'installation des régimes socialistes et ceux redevables à des configurations sociales antérieures.

Dans la même logique, les divisions conceptuelles (espaces publics/espaces privés, individu/collectif, politique/société, socialisme/communisme) recoupant des découpages sous-disciplinaires séparant histoire sociale et histoire politique, études *par le haut* et études *par le bas*, grands récits et micro-histoires, sont soigneusement déconstruites par les travaux réunis dans l'ouvrage. C'est pourquoi, en offrant la possibilité de s'intéresser en même temps aux « pratiques quotidiennes et aux dispositifs étatiques, aux solidarités interpersonnelles aussi bien qu'à des relations de pouvoir » (p. 26), la consommation se révèle un observatoire pertinent pour tenter de repenser ces divisions. S'éloignant des aspects bureaucratiques et politiques des régimes communistes, surestimés dans certains écrits dédiés à l'Est, les différents auteurs s'orientent davantage vers la diversité des expériences et des vécus quotidiens de la consommation. Les rapports aux biens matériels (nourriture, logements, argent) et non-matériels (mode, théâtre et cinéma, esthétique architecturale, production des connaissances) sont dépolitisés par un renoncement à l'assignation automatique des pratiques transgressives des catégories préconstruites (« résistantes », « subversives »). Revenant sur la banalité des devenirs ordinaires, l'analyse des communismes émerge ainsi « des histoires de voisinage, de solidarités de groupe (générationnelles, professionnelles) et de jalousies, d'univers de sens plus ou moins partagés et changeants » (p. 22). Non que le thème du pouvoir disparaisse définitivement de la réflexion. Mais il s'agit de cesser d'en faire l'apanage exclusif de l'État au profit d'une perspective d'inspiration foucauldienne des espaces d'autonomie disséminés sur l'ensemble du tissu social (p. 11).

Si l'on reprend le déroulement de la démonstration collective, le livre s'intéresse dans un premier temps à la production de connaissances relatives à la consommation en régime communiste. Il est ainsi montré que les projets communistes de consommation, quoique définis en rapport avec les projets capitalistes homologues, n'obéissent pas uniquement à la logique de la concurrence. Profondément alternatifs (voir à cet égard notamment le chapitre de Liliana Deyanova), ils sont le produit d'une vision originale et relativement autonome, en rupture avec une posture de recherche centrée sur des référents culturels façonnés par les consumérismes ouest-européens ou postcommunistes. Consacrée à l'énigme du pouvoir et de la domination en régime socialiste, la deuxième partie offre, outre l'étude précitée de G. Favarel-Guarrigues, un texte de Virag Molnar portant sur « La recherche de la maison socialiste idéale dans la Hongrie poststalinienne ». L'analyse originale sur « Les écrans du socialisme : micro-pouvoirs et quotidienneté dans le cinéma bulgare » de N. Ragaru, qui clôt cette partie, soulève la question des usages pluriels que les professionnels des métiers artistiques font des normes communistes dans leurs rivalités personnelles, en contribuant ainsi à la reproduction des ordres socialistes. Enfin, la troisième partie examine les actions et les tactiques de distinction sociale dans des régimes prêchant le dogme rigide de l'égalitarisme et de l'uniformité.

Devant la richesse des sources, des terrains et des problématiques présentés, on ne peut qu'admirer l'ampleur et l'ambition de cette entreprise collective, qui devrait constituer rapidement un ouvrage de référence. Un regret, toutefois, peut être évoqué tant la lecture de l'ouvrage apparaît stimulante et appelle d'autres enquêtes : l'absence d'une partie consacrée à la question de la survivance des rapports à la consommation dans le postcommunisme ainsi qu'à leurs éventuelles expressions politiques. Mais ce manque n'est pas un manquement.